

Lithium : l'inquiétude domine en Auvergne

ENVIRONNEMENT. Le projet d'ouverture d'une mine de lithium dans l'Allier suscite craintes et oppositions chez les habitants. L'inquiétude porte, entre autres, sur la forêt proche.

C'est un non massif ! » Des habitants ont exprimé leur opposition, ou leurs inquiétudes, il y a quelques jours, lors d'une réunion du débat public sur un ambitieux projet de mine de lithium dans l'Allier.

Dans la salle polyvalente de Gannat, les organisateurs ont dû ajouter des chaises pour accueillir plusieurs centaines de personnes.

Ce débat public, lancé cette semaine, est consacré à l'ouverture d'une mine de lithium à Echassières par le groupe industriel Imerys, qui prévoit de produire de l'hydroxyde de lithium pour 700 000 voitures électriques par an dès 2028.

« On ne voit aucune opportunité, mais que des menaces dans ce projet »

Le projet vise à extraire le précieux métal sur son site de Beauvoir, où il exploite déjà du kaolin, pour aider l'Europe à limiter sa dépendance vis-à-vis de la Chine, dans un contexte de forte demande pour les voitures électriques équipées de batteries au lithium.

La réunion, à laquelle ont participé des représentants d'Imerys, s'est tenue sous forme de tables rondes permettant aux participants de poser leurs questions, synthétisées en fin de séance.

« On craint pour la forêt des Colettes (située à proximité), mais d'un autre côté, il y a la question de l'emploi... Je suis venue car j'ai du mal à me faire une idée précise », a témoigné Brigitte Rodde, 56 ans, avant



Échassières, dimanche : une carrière de kaolin sous laquelle se trouve un gisement de lithium. Photo AFP

l'ouverture des débats qui se sont prolongés au-delà des trois heures prévues.

À la table ronde consacrée aux impacts socio-économiques, Numa Bertrand, 49 ans, habitant de Gannat, s'interroge sur les 1 000 emplois directs et indirects promis par Imerys. « Quelles seront les conditions de travail ? Parle-t-on de CDI ? De CDD ? Ce seront des emplois locaux ou extérieurs ? Qu'est-ce qui est prévu pour la santé et la sécurité des salariés ? », questionne-t-il.

« Laborantins, techniciens de maintenance, ingénieurs, etc. : ce seront des

emplois permanents, avec des équipes postées, on aura besoin de CDI », a assuré Loïc Chenal, responsable des opérations chez Imerys, évoquant 600 emplois directs.

Pour Vincent, habitant de Saint-Bonnet-de-Rochefort, « parler des emplois, c'est déjà accepter le fait que le projet soit acté, j'ai l'impression que les décisions sont déjà prises ».

« On ne voit aucune opportunité, mais que des menaces dans ce projet », a estimé, de son côté, Jacques Morisot, membre de l'association « Préservons la forêt des Colettes ».

L'installation de la mine soulève notamment « la question du recyclage des batteries qui est problématique, des terres agricoles et du tourisme », a-t-il dit.

« Pour nous, c'est un non franc et massif ! », a-t-il lancé, déclenchant des applaudissements dans la salle.

« Notre préoccupation est d'empiéter le moins possible sur des terrains agricoles ou forestiers, c'est pour cela que nous avons prévu des canalisations enterrées sans emprise en surface », a affirmé Fabrice Frebourg, responsable environnement chez Imerys.